

Cote du document: EB 2013/110/R.26/Rev.1  
Point de l'ordre du jour: 10 d) i)  
Date: 11 décembre 2013  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## **Rapport du Président**

### **Proposition de prêt à l'État de Bahia en République fédérative du Brésil pour le**

### **Projet de développement rural durable dans la région semi-aride de Bahia**

### **(Projeto de Desenvolvimento Rural Sustentável na Região Semiárida da Bahia – Pró-semiárido)**

#### **Note pour les représentants au Conseil d'administration**

##### Responsables:

##### Questions techniques:

**Iván Cossio**  
Chargé de programme de pays  
téléphone: +39 06 5459 2343  
courriel: i.cossio@ifad.org

##### Transmission des documents:

**Deirdre McGrenra**  
Chef du Bureau des organes  
directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb\_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent dixième session  
Rome, 10-12 décembre 2013

---

Pour: **Approbation**

## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>ii</b>
<b>Carte de la zone du projet</b>	<b>iii</b>
<b>Résumé du financement</b>	<b>iv</b>
<b>Recommandation d'approbation</b>	<b>1</b>
<b>I. Contexte stratégique et justification</b>	<b>1</b>
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	1
C. Zone d'intervention et groupe cible	2
D. Objectif de développement du projet	3
E. Composantes/résultats	3
<b>II. Exécution du projet</b>	<b>5</b>
A. Approche	5
B. Cadre organisationnel	5
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	6
E. Supervision	6
<b>III. Coût, financement et avantages du projet</b>	<b>7</b>
A. Coût du projet	7
B. Financement du projet	7
C. Résumé des avantages et analyse économique	7
D. Durabilité	8
E. Identification et atténuation des risques	8
<b>IV. Considérations d'ordre institutionnel</b>	<b>8</b>
A. Respect des politiques du FIDA	8
B. Alignement et harmonisation	9
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	9
D. Participation à l'élaboration des politiques	9
<b>V. Instruments et pouvoirs juridiques</b>	<b>10</b>
<b>VI. Recommandation</b>	<b>10</b>
<b>Annexe I</b>	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	11
<b>Annexe II</b>	
Negotiated guarantee agreement (Accord de garantie négocié)	20
<b>Appendice</b>	
Logical framework (Cadre logique)	

## **Sigles et acronymes**

CAR	Compagnie de développement et d'action régionale
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
PPS	Projet de développement rural durable dans la région semi-aride de Bahia (Pró-semiárido)
SEDIR	Secrétariat au développement et à l'intégration régionale
UGP	Unité de gestion de projet

## Carte de la zone du projet

### Federative Republic of Brazil

#### Rural Sustainable Development Project in the Semi-arid Region of Bahia



Source: FIDA; 21/05/2013

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

# **Projet de développement rural durable dans la région semi-aride de Bahia (Projeto de Desenvolvimento Rural Sustentável na Região Semiárida da Bahia – Pró-semiárido)**

## **Résumé du financement**

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur:</b>	État de Bahia, République fédérative du Brésil
<b>Organisme principal du projet:</b>	Secrétariat au développement et à l'intégration régionale (SEDIR) de l'État de Bahia
<b>Coût total du projet:</b>	105,8 millions d'USD
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	29,26 millions de DTS (équivalant approximativement à 45 millions d'USD)
<b>Conditions du prêt du FIDA:</b>	Ordinaires
<b>Contribution de l'emprunteur:</b>	50 millions d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	10,8 millions d'USD
<b>Institution chargée de la préévaluation:</b>	FIDA
<b>Institution coopérante:</b>	Supervision directe par le FIDA

## Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de l'État de Bahia, en République fédérative du Brésil, pour le Projet de développement rural durable dans la région semi-aride de Bahia, telle qu'elle figure au paragraphe 48.

## Proposition de prêt à l'État de Bahia, en République fédérative du Brésil, pour le Projet de développement rural durable dans la région semi-aride de Bahia

### I. Contexte stratégique et justification

#### A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Au cours des dernières décennies, l'économie brésilienne a connu une croissance régulière et notamment des progrès importants dans la réduction de la pauvreté et l'intégration sociale. Pourtant, ces avancées recouvrent d'énormes disparités au sein du Brésil: la pauvreté est concentrée dans la région du Nord-Est (qui est la plus grande poche de pauvreté en Amérique latine) et au sein de cette région, la pauvreté est particulièrement aiguë dans les zones semi-arides. Sur les 16,2 millions de Brésiliens vivant dans l'extrême pauvreté, 9,6 millions habitent dans la région du Nord-Est.
2. Le secteur agricole joue un rôle stratégique dans le développement économique du Brésil, bien qu'il se compose de deux segments bien distincts: d'une part, une agriculture développée et orientée vers l'exportation et d'autre part, une grande proportion d'exploitations familiales marquées par des taux de pauvreté élevés. Bien qu'elle représente 85% du total des exploitations agricoles au Brésil, l'agriculture familiale couvre moins de 25% des surfaces cultivées.
3. Dans ce contexte, Bahia revêt une importance stratégique parce que c'est le plus grand État de la région du Nord-Est du Brésil, avec une superficie de 564 692 km<sup>2</sup> (36,2% de la région du Nord-Est) et une population de plus de 14 millions d'habitants (7,3% de la population du Brésil et 26,4% de la population du Nord-Est), dont 4 millions vivent en milieu rural. De plus, Bahia abrite la plus vaste population afro-brésilienne, et les communautés *quilombola* (afro-brésiliennes) se caractérisent par un degré élevé de pauvreté et de vulnérabilité.
4. Bahia a suivi la tendance nationale à la diminution de la pauvreté. En 2001, environ 50% de la population de cet État vivait dans la pauvreté et 29% dans l'extrême pauvreté. En 2010, ces pourcentages avaient nettement reculé<sup>1</sup>: la population pauvre de Bahia ne représentait plus que 29,1% de la population totale, et la fraction extrêmement pauvre 16,1%. Cependant, l'écart entre les villes et les campagnes persiste; ainsi, en 2010, 47,7% de la population rurale de Bahia vivait dans la pauvreté et 29,2% dans l'extrême pauvreté. En d'autres termes, malgré les progrès accomplis, la situation en milieu rural est aujourd'hui pratiquement identique à ce qu'elle était pour l'État dans son ensemble en 2001.

#### B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

5. Dans le contexte des zones semi-arides de Bahia, un projet destiné à lutter contre la pauvreté se justifie principalement au regard des points suivants:
  - i) il existe un vaste contingent de population vivant au-dessous du seuil de pauvreté,

<sup>1</sup> Institut brésilien de géographie et de statistiques, recensement 2010.

alors qu'un grand nombre des habitants ont un potentiel productif qui pourrait être catalysé par le projet; ii) la région subit des dégradations environnementales, ce qui renforce la nécessité de mener des actions relatives à la productivité en tandem avec une gestion durable des ressources naturelles; iii) le FIDA et l'État de Bahia mènent depuis plus de 15 ans un partenariat fructueux qui alimentera la mise en œuvre du Projet de développement rural durable dans la région semi-aride de Bahia (Pró-semiárido – PPS); et iv) le contexte des politiques publiques est favorable, même si les ressources affectées à leur mise en œuvre ne sont pas pleinement utilisées par les plus pauvres, situation que le projet peut contribuer à améliorer.

6. Le projet est aligné sur les politiques brésiliennes de développement rural et de lutte contre la pauvreté. Au niveau national, il correspond au Plano Brasil sem Miséria ("Plan Brésil sans misère"), qui constitue le principal axe de réduction de la pauvreté, de promotion de la production et d'intégration sociale. Au niveau de l'État de Bahia, le projet est aligné sur le programme Vida Melhor ("pour une vie meilleure"), qui constitue la transposition du Plano Brasil sem Miséria au niveau de l'État.
7. Le projet s'inscrit parfaitement dans le Cadre stratégique du FIDA et concorde avec le COSOP axé sur les résultats pour le Brésil, qui poursuit les objectifs suivants: accroître la production agricole commerciale des petits agriculteurs en facilitant l'accès aux marchés; améliorer l'accès des ruraux pauvres à l'emploi et aux activités économiques extra-agricoles; renforcer, grâce à la création et à la diffusion des savoirs, la capacité des ruraux pauvres à vivre dans un environnement semi-aride; et élargir la réflexion sur les politiques relatives à la réduction de la pauvreté rurale et à l'agriculture familiale.
8. L'expérience antérieure du FIDA dans la région du Nord-Est en général, et dans l'État de Bahia en particulier, a servi de référence pour ce projet. Les enseignements tirés du Projet Dom Hélder Câmara (qui s'est achevé en 2010) ont été particulièrement utiles; il s'agissait d'un partenariat entre le FIDA et le Ministère fédéral du développement agricole, dont les activités, dans six états du Nord-Est, ont été couronnées de succès. Le Projet Gente de Valor et le Projet Pro-Gavião, tous deux mis en œuvre dans l'État de Bahia, ont eux aussi apporté une expérience et des savoirs précieux.

### **C. Zone d'intervention et groupe cible**

9. Le PPS concerne 30 localités ayant un taux élevé de pauvreté et de vulnérabilité, situées dans la zone semi-aride du nord de l'État de Bahia. Outre ces 30 communes, le projet bénéficiera à une partie de la population qui était visée par le Projet Gente de Valor (achevé en décembre 2012), en consolidant les activités économiques qui ont été encouragées par celui-ci. La zone du PPS, y compris les 30 communes et les activités de consolidation du Projet Gente de Valor, couvre une superficie totale de 95 168 km<sup>2</sup> (17% de l'État de Bahia), dont 73 800 km<sup>2</sup> (13% de l'État) pour les 30 communes du PPS et 21 368 km<sup>2</sup> (4% de l'État) pour la zone de consolidation du Projet Gente de Valor.
10. La population totale vivant dans la zone du projet compte 1 303 821 habitants, dont 76% (988 213) dans les 30 communes du PPS et 24% (315 608) dans la zone de consolidation du Projet Gente de Valor.
11. Le projet est aligné sur la politique du FIDA en matière de ciblage. La population cible du projet totalise environ 736 292 habitants (55% de la population totale de la zone du projet), comprenant une population rurale (environ 44% du total) et une population vivant dans des villes de moins de 10 000 habitants (11% de la population totale). Environ 33,4% de la population rurale habitant dans la zone du projet vit dans des conditions d'extrême pauvreté et 51,8% dans la pauvreté, taux qui sont largement supérieurs aux moyennes de l'État de Bahia et du Brésil dans son ensemble.

12. Le PPS bénéficiera directement à quelque 70 000 familles, soit environ 250 000 personnes. S'agissant de l'égalité hommes-femmes et des jeunes, le projet offrira les mêmes conditions d'accès aux hommes et aux femmes, renforcera les capacités des femmes et des jeunes à jouer un rôle de premier plan dans les activités économiques et sociales, et leur offrira un accès prioritaire à l'assistance technique, à la formation et au développement des capacités. Un autre groupe cible sera les communautés *quilombola* (afro-brésiliennes), compte tenu de leur vulnérabilité, de leur taux élevé de pauvreté et de leur présence nombreuse dans l'État de Bahia.
13. Le projet travaillera en collaboration avec les communautés rurales et les organisations économiques. En ce qui concerne les communautés, le projet se concentrera sur les plus pauvres au sein des localités ciblées et, en leur sein, sur les ménages qui dépendent de la dynamique familiale pour mener des activités productives. Ainsi, une attention spéciale sera réservée aux membres de ces exploitations familiales, en vue de donner à chaque individu les moyens de jouer les divers rôles qu'il occupe en différents points des filières. Les stratégies du projet sont donc orientées avant tout vers les femmes et les jeunes, dont les contributions individuelles sont parfois résumées sous la rubrique "famille" qui domine l'univers de la petite agriculture familiale.
14. De même que le projet s'intéressera aux communautés les plus pauvres dans le cadre décrit ci-dessus, il travaillera également en priorité avec des organisations économiques paysannes telles que les coopératives et les associations de petits agriculteurs qui sont déjà quelque peu développées et ont l'expérience de la transformation des produits primaires et de la vente sur différents marchés – des organisations qui ont par conséquent un potentiel de génération de revenus à court terme. Certaines de ces organisations ont noué des relations commerciales avec des acteurs publics et privés de leurs filières et sont parvenues à placer des denrées produites localement dans différents types de réseaux commerciaux; certaines d'entre elles regroupent de plus petites associations, qui profitent ainsi des économies d'échelle et des atouts des organisations faîtières.

#### **D. Objectif de développement du projet**

15. L'objectif de développement du PPS est de contribuer à la réduction de la pauvreté rurale grâce à la génération de revenus, à l'accroissement de la production, à la création d'emplois agricoles et non agricoles, et au développement du capital humain et social. Ses objectifs particuliers sont les suivants: i) renforcer les capacités des individus ainsi que des organisations communautaires et économiques en milieu rural, afin de développer leur production et l'activité économique en milieu rural, et d'améliorer leur accès aux marchés et aux programmes publics; et ii) encourager le développement d'activités productives durables et rentables ainsi que leur insertion dans les filières et les marchés, tout en privilégiant la gestion durable des ressources naturelles. Les femmes et les jeunes bénéficieront d'une attention particulière dans la réalisation de ces objectifs.

#### **E. Composantes/résultats**

16. **Composante 1: développement du capital humain et social.** Cette composante encouragera le développement des capacités individuelles et associatives de la population cible. Son principal objectif est de renforcer les capacités associatives et individuelles nécessaires au développement durable des familles, communautés et organisations économiques bénéficiaires. Elle consistera en actions participatives de formulation et de mise en œuvre des plans de développement et des plans d'activités ou de travail. Les plans de développement serviront de cadre général à diverses activités, dont certaines figureront dans les plans d'activité et de travail financés par la deuxième composante du PPS, tandis que d'autres pourraient être financées par d'autres sources. La première composante s'attachera en outre à renforcer les capacités des prestataires d'assistance technique et à obtenir une

mobilisation sociale, dans le but de renforcer la participation des bénéficiaires. Les principaux aspects du travail mené au titre de cette composante seront les suivants:

- a) détermination du potentiel et des obstacles relatifs au développement des activités productives et à l'élaboration de propositions qui renforcent la production et la productivité;
  - b) renforcement des organisations communautaires et économiques dans des domaines tels que la gestion de l'entreprise, l'accès aux marchés, la gouvernance, la participation aux forums et plateformes locaux tels que les comités participatifs (*colegiados territoriais*) au niveau municipal et territorial;
  - c) accès aux programmes publics destinés aux familles agricoles, principalement les achats publics de produits agricoles auprès des petits exploitants (Programme national d'achat d'aliments – PAA, Programme national d'alimentation scolaire – PNAE et les financements à court terme proposés aux exploitations familiales du Programme d'appui à l'agriculture – PRONAF);
  - d) assistance technique et formation dans les domaines suivants: production primaire, transformation, gestion d'unités productives (individuelles et associatives), création d'entreprise et accès aux marchés;
  - e) amélioration des compétences des prestataires d'assistance technique.
17. La stratégie de développement des capacités associera une assistance technique continue, qui offrira un soutien régulier aux bénéficiaires pour le renforcement organisationnel et le développement de la base productive, et une assistance technique spécialisée, qui se concentrera sur les questions plus techniques, mais pouvant être résolues à l'aide d'un soutien qualifié en un laps de temps relativement court. C'est une stratégie qui a porté ses fruits dans les Projets Gente de Valor et Dom Hélder Câmara, et qui bénéficiera du renforcement des compétences des prestataires d'assistance technique.
18. **Composante 2: développement des activités productives, accès au marché et viabilité environnementale.** Cette composante financera des investissements productifs axés sur l'amélioration de la production agricole, le développement des activités de transformation et des activités non agricoles, la commercialisation, l'adoption de pratiques productives innovantes et la gestion durable des ressources naturelles. Ces investissements comprendront, entre autres, de petits systèmes d'irrigation, des installations de transformation des produits agricoles, des infrastructures de commercialisation et des initiatives axées sur la gestion durable des ressources naturelles en rapport avec les activités productives. Pour accéder à ce financement, les organisations de bénéficiaires prépareront des propositions productives avec l'aide de la composante 1 du projet. Les propositions à financer seront sélectionnées sur la base de critères techniques, financiers et sociaux; seront retenus en priorité les projets présentant un fort potentiel sur le plan productif, environnemental et de développement des activités, et représentant une affectation efficace des ressources pour le groupe cible du projet.
19. **Thèmes communs aux deux composantes.** Il s'agit notamment de l'accès aux marchés, des financements complémentaires et du soutien aux activités innovantes. En ce qui concerne l'accès au marché, le projet s'intéressera aux marchés institutionnels créés par l'État fédéral dans le cadre des programmes d'achats publics destinés aux exploitations familiales, et qui visent principalement à aider les agriculteurs pauvres à surmonter les obstacles à l'accès à de tels programmes; ces programmes aident notamment les paysans à répondre aux critères de qualité, les informent et leur expliquent les procédures administratives. S'agissant du marché privé, la proximité de PPS du pôle dynamique de Petrolina-Juazeiro (Petrolina se situe dans l'État de Pernambuco et Juazeiro dans l'État de Bahia), l'un des plus grands centres de production et d'exportation agricoles du Nord-Est du Brésil, pourrait servir de catalyseur pour diverses activités menées par le PPS et faciliter

l'accès aux services et infrastructures productifs. Quant aux financements complémentaires, cette action consistera à aider les bénéficiaires à accéder à des financements autres que ceux offerts par le PPS; par exemple, un partenariat pourrait être noué avec Banco do Nordeste et Banco do Brasil afin de faciliter l'accès au crédit offert par des programmes publics de financement tels que le PRONAF (le principal mécanisme de financement pour les exploitations familiales) et d'autres lignes de crédit, et avec les coopératives de crédit et les organismes de micro crédit; étant donné que le fonds de roulement et les coûts devront être entièrement financés par les bénéficiaires, cette activité sera essentielle. En outre, le PPS utilisera une partie de ses ressources pour financer l'adoption et la mise en œuvre d'innovations dans les pratiques productives et la gestion des ressources naturelles, ce qui contribuera à offrir de nouvelles possibilités, par exemple par la création d'unités d'apprentissage.

## **II. Exécution du projet**

### **A. Approche**

20. **Approche du projet.** Sur la base de l'expérience acquise dans le cadre des Projets Gente de Valor et Pró-Gravião, le PPS abordera le groupe cible de trois manières: i) par le biais du développement communautaire; ii) par le renforcement des organisations économiques (coopératives, associations de producteurs, entreprises coopératives); et iii) par des activités menées en collaboration avec la population. Un élément central de l'approche du projet sera la participation des bénéficiaires à la définition, à la planification et à la mise en œuvre des activités prioritaires. Un autre élément important sera l'administration des fonds d'investissement, dont les bénéficiaires seront directement responsables.

### **B. Cadre organisationnel**

21. **Principaux partenaires d'exécution.** L'agent principal du projet sera le Secrétariat au développement et à l'intégration régionale (SEDIR) de Bahia, au travers de la Compagnie de développement et d'action régionale (CAR), qui était aussi l'agent principal pour le Projet Gente de Valor. Le projet sera mis en œuvre par une Unité de gestion de projet (UGP), comprenant un bureau de coordination, un bureau régional et quatre bureaux locaux chargés de la mise en œuvre des activités sur le terrain. Les partenariats seront sensiblement renforcés, principalement avec les agences gouvernementales pour tirer parti des synergies avec d'autres programmes publics, avec les organisations de bénéficiaires pour favoriser l'appropriation, ainsi qu'avec les ONG, les organismes financiers (comme Banco do Nordeste et Banco do Brasil), les institutions spécialisées comme Embrapa, les services de l'État tels que l'Agence de développement agricole de l'État de Bahia et d'autres institutions qui fourniront une assistance technique et d'autres services.
22. **Responsabilités en matière d'exécution.** L'UGP sera chargée de la réalisation au quotidien des activités sur le terrain, de la gestion administrative et financière, ainsi que de l'établissement des rapports sur le projet. Elle entretiendra en outre une relation opérationnelle avec le FIDA, tandis que le SEDIR et la CAR assureront les relations institutionnelles avec le FIDA. L'UGP aura son propre personnel technique, dont une partie sera du personnel de la CAR, et s'appuiera sur l'Unité de gestion financière et le Comité des appels d'offres de la CAR. Les audits du projet seront menés par la Cour d'audit de l'État de Bahia. Tout le personnel de l'UGP sera sélectionné sur la base de procédures concurrentielles en fonction des qualifications, expérience et profil professionnels, qui devront répondre aux besoins du projet.

### **C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs**

23. Le système de planification et de suivi-évaluation sera pratique et optimisera les systèmes existants qu'utilise la CAR pour suivre tous les projets sous sa responsabilité, systèmes qui seront adaptés pour répondre aux besoins du projet et

se conformer au Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) du FIDA. Le système de suivi-évaluation sera un outil permettant de gérer et de rendre compte du projet; il sera de nature participative et favorisera l'implication des bénéficiaires. Pendant la phase de conception du projet, un plan de travail a été mis sur pied pour développer ce système dès les débuts de la mise en œuvre.

24. Le projet construira des synergies avec le programme de gestion des savoirs du FIDA pour les zones semi-arides dans le Nord-Est du Brésil, en ce qui concerne la systématisation, la diffusion et l'échange de bonnes pratiques. Il partagera en outre l'expérience et les enseignements acquis avec d'autres projets appuyés par le FIDA. Ses activités de gestion des savoirs contribueront à une application à plus grande échelle, à partir des activités et de l'expérience des projets précédents, en particulier les Projets Gente de Valor et Dom Hélder Câmara.

#### **D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance**

25. C'est à l'UGP que reviendra la responsabilité de la gestion financière et de la passation des marchés. Elle bénéficiera du soutien de l'Unité de gestion financière de la CAR pour les activités de gestion financière et de comptabilité, les décaissements, la surveillance interne, le fonctionnement des comptes désignés et opérationnels (voir paragraphe 27), et la préparation des états financiers et des comptes, y compris les dispositions en matière d'audit. Elle recevra en outre l'assistance du Comité permanent de la passation des marchés publics et de la Cour d'audit de l'État de Bahia pour les audits annuels. Ces agences et institutions possèdent une longue expérience de l'application des projets financés par le FIDA ainsi que des projets menés par d'autres institutions financières nationales et internationales.
26. Le SEDIR et la CAR seront chargés de garantir la disponibilité des fonds requis au titre de la loi de finances annuelles et du plan pluriannuel de l'État, ainsi que de la contribution de la contrepartie pendant toute la durée du projet. Les systèmes comptables disponibles permettront de présenter les données financières dans les états financiers, d'identifier les sources de financement et les dépenses par composante et par catégorie, semestriellement, annuellement et de façon cumulée sur la durée du projet.
27. Les fonds seront décaissés par le FIDA en dollars des États-Unis (USD) et gérés à l'aide des comptes suivants: i) un compte désigné en USD, ouvert dans une banque commerciale ayant l'agrément du FIDA au nom du gouvernement de Bahia (via le Secrétaire au trésor – SEFAZ); et ii) un compte opérationnel en reais, destiné aux dépenses à régler en reais et au transfert des fonds provenant du compte désigné. Les dispositions en matière de suivi des fonds et de comptabilité figureront en détail dans le manuel de gestion financière du projet.
28. Les mesures suivantes visent à assurer une gestion financière adéquate du prêt du FIDA: i) des audits indépendants seront effectués chaque année dans le respect des normes internationales d'audit et des directives du FIDA relatives à l'audit des projets; ii) le FIDA supervisera directement le projet et soutiendra sa mise en œuvre; et iii) des mécanismes transparents d'attribution des ressources aux bénéficiaires seront adoptés, y compris des mesures de prévention du détournement par les élites.

#### **E. Supervision**

29. Conformément à la politique du FIDA en matière de supervision et d'appui à l'exécution, le projet sera directement supervisé par le FIDA. La supervision directe par le FIDA contribuera à améliorer la performance du projet afin que les activités programmées produisent les impacts et résultats attendus. Ainsi, en collaboration avec l'UGP et les principales parties prenantes, le FIDA apportera un soutien direct à la mise en œuvre, en s'attachant particulièrement aux dimensions sociales, productives et environnementales, ainsi qu'à des questions telles que le ciblage et la participation des jeunes et des femmes.

### III. Coût, financement et avantages du projet

#### A. Coût du projet

30. Le coût total du projet serait approximativement de 105,8 millions d'USD sur une période de six ans. La répartition des coûts sera la suivante: 42,6% pour le développement du capital humain et social (composante 1), 38,5% pour le développement des activités productives, l'accès au marché et la viabilité environnementale (composante 2), 9,7% pour la gestion du projet, 3,0% pour le suivi-évaluation et la gestion des savoirs, et 6,2% pour les ressources non allouées.

#### B. Financement du projet

31. Le projet sera financé par le gouvernement de Bahia, qui contribuera à hauteur de 50 millions d'USD (47,3%), par le FIDA sous forme de prêt à l'État de Bahia d'un montant de 45 millions d'USD (42,5%) et, pour la composante 2, par les bénéficiaires à hauteur de 10,8 millions d'USD (10,2%).
32. Le FIDA financera une partie de chaque catégorie et sous-catégorie de dépenses. Il ne financera pas les impôts et charges, qui seront intégralement réglés par l'État de Bahia, comme le montre le tableau ci-après.

Tableau  
Dépenses par catégorie  
(en millions d'USD)

Catégories de dépenses	FIDA		Gouvernement de Bahia		Bénéficiaires		Total	
	USD	%	USD	%	USD	%	USD	%
1. Assistance technique et formation des bénéficiaires – développement du capital humain et social	21,3	47,4	23,7	52,6			45,1	42,6
2. Crédits et dons aux investissements productifs, y compris travaux de génie civil, équipement et autres biens – développement des activités productives, accès au marché et viabilité environnementale	14,2	34,8	15,7	38,7	10,8	26,5	40,7	38,5
3. Salaires, matériel de bureau et coûts opérationnels – gestion du projet	4,8	47,4	5,4	52,6			10,2	9,7
4. Suivi-évaluation	1,5	47,4	1,7	52,6			3,2	3,0
5. Non alloué	3,2	47,4	3,5	52,6			6,6	6,2
<b>Total</b>	<b>45,0</b>	<b>42,5</b>	<b>50,0</b>	<b>47,3</b>	<b>10,8</b>	<b>10,2</b>	<b>105,8</b>	<b>100,0</b>

#### C. Résumé des avantages et analyse économique

33. **Principales catégories d'avantages découlant du projet.** Le projet bénéficiera directement à quelque 70 000 familles rurales, comptant en moyenne 3,55 personnes par famille, soit environ 250 000 personnes. Sur ce total, environ 38 000 familles recevront une assistance technique, 36 000 seront soutenues par des investissements productifs, et la totalité des familles recevront une formation et une assistance leur permettant de tirer parti des programmes publics en faveur de l'agriculture familiale. De plus, quelque 210 organisations communautaires et 54 organisations économiques recevront une assistance technique qui devrait les renforcer et améliorer leur viabilité. Enfin, 105 professionnels seront formés afin de pouvoir dispenser aux petits agriculteurs une assistance technique de meilleure qualité. Toutes les activités du projet auront pour priorité la participation des femmes dans la perspective de l'égalité hommes-femmes ainsi que la création de possibilités pour les jeunes. Pendant les premières années, le projet travaillera non

seulement avec les 70 000 familles bénéficiaires mais aussi avec certaines des organisations économiques appuyées par le Projet Gente de Valor, afin de consolider et d'accroître la viabilité des initiatives appuyées par le projet.

34. Le projet se propose de réduire la pauvreté rurale de 30% dans la zone d'intervention et de 70% parmi les bénéficiaires des investissements productifs, d'accroître le patrimoine des familles de 35% et le revenu des familles bénéficiaires d'au moins 30%.
35. **Viabilité économique et financière.** Huit modèles représentant les activités agricoles et non agricoles ont été élaborés en tenant compte des caractéristiques agroécologiques et du potentiel économique et financier de la zone d'intervention. Le projet devrait avoir un impact considérable sur la productivité de ces systèmes. Ainsi, le taux de rentabilité financière interne est estimé à 26% en moyenne et le taux de rentabilité économique interne à 29%.

## **D. Durabilité**

36. Le projet bénéficie d'un cadre institutionnel préexistant et durable dans lequel l'agent d'exécution est une institution gouvernementale permanente de l'État de Bahia. La présence actuelle, au niveau de l'État et au niveau national, de politiques, programmes et projets en faveur des pauvres augmente la probabilité d'impacts positifs et durables. Le renforcement des capacités mis en œuvre par projet restera en place après la clôture du projet, contribuant à la durabilité des investissements dans le développement des activités productives financés par le projet. Des synergies seront en outre dégagées avec de nombreux partenaires existants. Une fois le projet achevé, la plupart des activités continueront d'être menées par CAR, les autres services gouvernementaux, les ONG, et surtout par les organisations paysannes bénéficiaires.

## **E. Identification et atténuation des risques**

37. **Principaux risques et mesures d'atténuation.** Les risques liés au projet sont jugés très faibles. L'un d'eux se rapporte aux changements climatiques, en particulier la survenance de périodes de sécheresse, qui se verra réduite grâce au renforcement des systèmes de production adaptés aux conditions semi-arides, aux investissements dans la gestion de l'eau et à la gestion des ressources naturelles. Un autre risque concerne l'insuffisance de ressources humaines capables de fournir une assistance technique de haute qualité; la composante 1 remédiera à ce risque en formant des techniciens, en améliorant leurs compétences d'assistance technique et en nouant des partenariats avec des organisations qui pourraient être des prestataires de services d'assistance technique qualifiés. Un troisième risque est lié à la lourdeur du processus d'approbation, par les autorités des États, des projets financés au Brésil par des prêts internationaux, ce qui pourrait entraîner des retards; ce risque sera atténué par une surveillance attentive de ce processus ainsi que par la participation active et l'expérience du gouvernement de Bahia.
38. **Classification environnementale.** L'environnement fait partie intégrante du projet et sera pris en compte dans les deux composantes. Les mesures seront principalement axées sur l'agriculture durable, l'adoption de pratiques agroécologiques, la gestion des ressources naturelles, le respect des critères environnementaux, ainsi que la gestion des eaux usées et des déchets. Le projet est considéré comme étant à faibles risques environnementaux, et se classe en catégorie B.

## **IV. Considérations d'ordre institutionnel**

### **A. Respect des politiques du FIDA**

39. Les objectifs et l'approche du projet sont conformes aux politiques et au Cadre stratégique du FIDA. Le projet est également pleinement en phase avec le COSOP axé sur les résultats, étant donné que ses éléments clés sont: i) des activités

centrées sur les zones semi-arides; ii) un groupe cible composé de producteurs et ouvriers ruraux pauvres travaillant dans le domaine agricole et non agricole, avec une attention particulière portée aux femmes et aux jeunes; iii) la création de possibilités d'emploi et de revenus agricoles et non agricoles; et iv) la gestion des savoirs.

## **B. Alignement et harmonisation**

40. Le projet est aligné sur les politiques brésiliennes de développement rural et de lutte contre la pauvreté. Au niveau national, il correspond au Plano Brasil sem Miséria ("plan Brésil sans misère"), qui constitue le principal axe de réduction de la pauvreté, de promotion de la production et d'intégration sociale, et il prend spécialement en considération des programmes gouvernementaux tels que le PRONAF et des programmes publics d'achats alimentaires tels que le PAA et le PNAE. En outre, le projet est aligné sur le programme Vida Melhor ("pour une vie meilleure"), qui constitue la transposition du Plano Brasil sem Miséria au niveau de l'État.

## **C. Innovations et reproduction à plus grande échelle**

41. L'innovation est un élément essentiel du projet, qui ouvrira de nouvelles voies en matière de production, de transformation et de commercialisation. Le projet accordera une attention spéciale à la définition, à la mise à l'essai et à l'introduction d'innovations, par la modernisation et la diversification de systèmes et de pratiques productifs et organisationnels existants. Le projet collaborera avec les ménages bénéficiaires pour mettre sur pied des unités participatives d'apprentissage productif. Ces unités serviront d'instruments pour l'enseignement et la formation relatifs aux innovations productives et environnementales. En outre, les activités relatives aux plans d'activité et de travail au niveau communautaire constituent une caractéristique innovante pour le travail des petits agriculteurs. De plus, le projet facilitera l'accès des paysans aux politiques et programmes publics dont ils n'ont, jusqu'à maintenant, pas bénéficié autant qu'ils le pourraient. Enfin, le projet disposera d'un mécanisme d'investissement orienté vers les expériences innovantes.
42. Pour ce qui est de la reproduction à plus grande échelle, le projet étalera ses interventions dans le temps et, progressivement, adaptera et élargira ses opérations en fonction des résultats obtenus. L'approche est reproductible et pourra éventuellement être élargie à d'autres zones de l'État de Bahia, de même qu'à d'autres États présentant un potentiel et des contraintes similaires. Une attention particulière sera accordée à la promotion des activités de partage des savoirs avec d'autres projets financés par le FIDA au Brésil. Dans ce contexte, le projet construira des synergies avec le programme de gestion des savoirs du FIDA pour les zones semi-arides au Brésil.
43. Le projet peut aussi être considéré comme la reproduction à plus grande échelle de deux projets couronnés de succès préalablement exécutés par le FIDA: le Projet Dom Hélder Câmara et le Projet Gente de Valor. La transposition à plus grande échelle sera possible grâce à l'expérience acquise dans le cadre de ces projets en ce qui concerne: i) les activités productives innovantes dans le cadre d'une approche durable de l'agriculture; ii) le renforcement des capacités de production des organisations communautaires et économiques; et iii) l'inclusion d'une large gamme de partenaires externes, tels qu'institutions de recherche, secteur privé et syndicats, dans le processus de mise en œuvre.

## **D. Participation à l'élaboration des politiques**

44. On prévoit une participation directe à des plateformes d'échange de savoirs, condition essentielle pour que le projet puisse bénéficier d'autres expériences réussies dans le domaine du développement rural. Afin de donner un coup de pouce à la gestion des savoirs, des liaisons seront établies avec des projets financés par le FIDA dans d'autres États du Brésil afin de promouvoir un échange permanent sur les

thèmes en rapport avec la production et les méthodologies participatives. Les activités de gestion des savoirs s'appuyant sur des expériences concrètes alimenteront les débats sur les politiques gouvernementales applicables à l'agriculture familiale.

## **V. Instruments et pouvoirs juridiques**

45. Un accord de financement entre Bahia, État de la République fédérative du Brésil, et le FIDA ainsi qu'un accord de garantie distinct entre la République fédérative du Brésil et le FIDA constituent les instruments juridiques aux termes desquels le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié et de l'accord de garantie est jointe en annexe.
46. Bahia, État de la République fédérative du Brésil, est habilité, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA, et la République fédérative du Brésil est habilitée, en vertu de la législation brésilienne, à garantir le prêt.
47. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

## **VI. Recommandation**

48. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à l'État de Bahia de la République fédérative du Brésil un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à vingt-neuf millions deux cent soixante mille droits de tirage spéciaux (29,26 millions de DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

**Negotiated financing agreement: "Rural sustainable development project in the Semi-arid Region of Bahia – Pro-Semi-arid Project (*Projeto de Desenvolvimento Rural Sustentável na Região Semiárida da Bahia – Pró-Semiárido*)"**

(Negotiations concluded on 21 November 2013)

Loan Number: \_\_\_\_\_

Project Title: Rural sustainable development project in the semiarid Region of Bahia – Pro-semiarid Project (the "Project")  
(*Projeto de Desenvolvimento Rural Sustentável na Região Semiárida da Bahia – Pró-Semiárido*)

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

The State of Bahia (the "Borrower") of the Federative Republic of Brazil

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

**Section A**

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2), and the Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as amended (the "General Conditions").
2. The General Conditions and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement, the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions set forth in this Agreement.
4. The Loan is to be guaranteed by the Federative Republic of Brazil (the "Guarantor") on terms and conditions set forth in an agreement, of even date, to be entered into by the Fund and the Federative Republic of Brazil (the "Guarantee Agreement").

**Section B**

1. The amount of the Loan is twenty-nine million two hundred and sixty thousand Special Drawing Rights (SDR 29 260 000).
2. The Loan is granted on ordinary terms, and shall have a maturity period of eighteen (18) years, including a grace period of three (3) years starting from the date on which the Fund has determined that all general conditions precedent to withdrawal have been

fulfilled (Section E paragraph 2 below). The Fund shall then communicate to the Borrower the amortization schedule. The Borrower shall repay the principal amount of the Loan in 30 equal semi-annual consecutive instalments; the final instalment amount may vary due to rounding.

3. The Loan Service Payment Currency shall be the USD.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.
5. The Loan shall be subject to interest on the principal amount of the Loan outstanding at a rate equal to the IFAD Reference Interest Rate in SDR.
6. Payments of principal and interest shall be payable on each 15 April and 15 October.
7. There shall be a Designated Account in USD opened by and held in the name of the Borrower, through the Secretariat of Treasury – SEFAZ.
8. There shall be a Project Account in local currency managed by the Borrower through the Companhia de Desenvolvimento e Ação Regional (hereinafter “CAR”)/Secretaria de Desenvolvimento e Integração Regional do Estado da Bahia (hereinafter “SEDIR”), for the benefit of the Project, where Loan proceeds and counterpart resources shall be lodged, in a Bank acceptable by the Fund.
9. The Borrower shall provide counterpart financing for the Project in the amount of fifty million United States Dollars (USD 50 000 000), which shall include the payment of Taxes.

### **Section C**

1. The Lead Project Agency shall be the SEDIR.
2. The following are designated as additional Project Parties: CAR, and any other entity identified by CAR and acceptable to the Fund.
3. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement and the Financing Closing Date will be established as specified in the General Conditions.

### **Section D**

The Loan will be administered and the Project will be supervised by the Fund.

### **Section E**

1. The following is designated as an additional ground for the suspension of the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan Account: The Project Implementation Manual (PIM), or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project, and the Borrower has not taken any measures to remedy the situation.

2. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- (a) the Guarantee Agreement shall have been duly signed, and the signature thereof by the Guarantor shall have been duly authorised by all necessary administrative and governmental action;
- (b) IFAD shall have provided the no objection to the final version of the PIM;
- (c) the Project Management Unit (PMU) shall have been established in accordance with the PIM;
- (d) IFAD shall have provided the no objection to the appointment of the Project Coordinator; and
- (e) IFAD shall have provided the no objection to the subsidiary agreement between the Lead Project Agency and CAR, referred to in paragraph 6, Section II of Schedule 1 hereto.

3. Any amendment(s) to this Agreement shall only be made by mutual agreement between the Borrower and the Fund, after having obtained the Guarantor's concurrence to such amendment(s), including in respect of the Project Completion Date and the Financing Closing Date.

4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

The President  
International Fund for  
Agricultural Development  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome, Italy

For the Borrower:

The Governor of the State of Bahia  
Av. Luis Viana Filho, s/n  
3a. Avenida N. 390  
Centro Administrativo da Bahia – CAB  
41745-005 Salvador, Bahia, Brazil

This agreement, dated \_\_\_\_\_, has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund, two (2) for the Borrower and one (1) for the Guarantor.

STATE OF BAHIA  
OF THE FEDERATIVE REPUBLIC OF BRAZIL

---

Governor

INTERNATIONAL FUND FOR  
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

---

Kanayo F. Nwanze  
President

## Schedule 1

### *Project Description and Implementation Arrangements*

#### **I. Project Description**

1. *Target Population.* The Project shall focus on populations living in rural areas and in villages with less than 10 000 inhabitants, whose economic activities and social dynamics are mostly rural, specifically small-holder family farmers, with or without land, working in the agricultural or non-agricultural sectors, with potential to develop sustainable agricultural practices and rural businesses. Special consideration shall be given to women, young people and the most vulnerable Afro-Brazilian rural communities (*quilombos*). The Project will work with community and economic organisations, all of which composed by small rural producers.

2. *Goal.* The Project goal is to contribute to rural poverty reduction in thirty (30) municipalities in the semiarid region of north-central Bahia State. The Project's development objective is to contribute to the reduction of rural poverty through income generation, production increase, creation of agricultural and non-agricultural work opportunities and human and social capital development, with particular attention to women and youth.

3. *Project Area.* The Project shall target the following thirty (30) municipalities in five (5) territories in the semiarid north-central Bahia: (i) the municipalities of Caem, Capim Grosso, Jacobina, Miguel Calmon, Mirangaba, Ourolândia, Saúde, Serrolândia, Umburanas, and Várzea Nova in the Piemonte da Diamantina territory; (ii) the municipalities of Andorinha, Antônio Gonçalves, Caldeirão Grande, Campo Formoso, Filadélfia, Jaguarari, Pindobaçu, Ponto Novo, and Senhor de Bonfim in the Piemonte Norte de Itapicuru territory, (iii) the municipalities of Itiúba and Queimadas in the Sisal territory; (iv) the municipality of Casa Nova, Curaçá, Juazeiro, Remanso, Sento Sé, Sobradinho and Uauá in the Sertão do São Francisco territory; and (v) the municipalities of Quixabeira and Várzea do Poço in the Bacia do Jacuípe territory. Besides the interventions in the Project area, the Project will also support the consolidation of economic activities promoted by the IFAD-supported Gente de Valor Project in municipalities included in the following territories: (i) Sisal, (ii) Semiárido Nordeste II, (iii) Litoral Norte e Agreste Baiano, (iv) Vitória da Conquista, (v) Itaparica and Médio Rio de Contas.

4. *Objectives.* The specific objectives of the Project are:

- (a) To strengthen the capacities of individuals as well as of community and economic organisations in rural areas, to develop their productive activities and rural business, and to improve their access to markets and public programmes; and
- (b) To support the development of sustainable and profitable productive activities and their insertion into value chains and markets, with particular focus on sustainable natural resource management.

5. *Components.* The Project will have two components, one aimed at building the capacity of individuals, local community and economic organisations (component 1) and the other at supporting productive development, market access and environmental sustainability (component 2). Common themes relate to both components.

### 5.1. *Component 1. Human and social capital development.*

5.1.1. This component shall promote the development of individual and associative capacities of the target population. Its main objective is to strengthen associative and individual capacities necessary to promote the sustainable development of beneficiary families, communities and economic organisations. This will be done mainly through the participatory formulation and implementation of development plans and business or working plans. Each working and business plan must define a specific set of investments and capacity-building activities to be undertaken with Project support. Working plans will correspond to community organizations, while business plans will correspond to economic organizations.

5.1.2. The Component will also support the capacity enhancement of technical assistance providers and social mobilisation, with the purpose of reinforcing the participation of beneficiaries. In furtherance of this, opportunities for cooperation with the private sector will be sought. The following will be the main lines of action under this Component:

- (a) Strengthening of community and economic organizations in themes such as business management, market access, governance, participation in local forums and platforms such as municipal and territorial collegiates;
- (b) Identification of potentials and bottlenecks for the development of productive activities and elaboration of productive proposals;
- (c) Access to public programmes targeted to family farmers, mainly public purchases of agricultural products from small farmers and financing targeted at family-farmers (PRONAF);
- (d) Technical assistance (TA) and training for primary production, processing, management of productive units (individual and associative), entrepreneurship and access to markets;
- (e) Enhancement of the skills of TA services providers; and
- (f) Sustainable management of natural resources as part of the productive activities and as a strategy for adaptation to climate change.

### 5.2. *Component 2. Productive development, market access and environmental sustainability.*

5.2.1. The purpose of Component 2 is to support initiatives that will help boost and intensify production while promoting sustainable use of natural resources, bearing in mind the need to operate in semiarid conditions.

5.2.2. The component will finance investments oriented towards the improvement of agricultural production, development of agro-processing activities and non-agricultural businesses, marketing, adoption of innovative productive practices and sustainable management of natural resources. The investments will include, among others, small irrigation systems, productive development, agro-processing facilities, storage and packaging infrastructure, handicraft and other non-agricultural activities, infrastructure and initiatives aimed at the sustainable management of natural resources linked to productive activities such as protection of environmental resources and restoration of degraded areas, as well as access to water. In order to avail of this financing, proposals will be prepared by the beneficiaries' organisations with Project support. The selection of the proposals to be financed will consider technical, financial and social criteria, aiming at prioritising those with higher potential in productive, environmental and business development terms, and ensuring efficient resource allocations to the Project target group. All productive initiatives to be financed by the Project shall include additional counterpart resources, in cash or in kind, to be financed by the beneficiaries.

5.2.3. Component 2 will be implemented around three complementary lines of action: (a) development of the productive potential, (b) sustainable use of natural resources, and (c) improvement of conditions for access to markets.

5.3. *Common themes to both Components.* The Project shall promote market access, complementary financing and innovative activities as themes common to both Components 1 and 2. The focus will be on institutional markets created under public purchase programmes established by the Federal Government and directed to family agriculture, aimed mainly at helping poor farmers to overcome barriers to access such programmes by providing assistance to meet quality requirements, information and knowledge about administrative procedures. The Project will also support access to local and national markets, mainly providing technical assistance to diversify the production, improve the quality and respond to market demand, while also financing storage and packaging infrastructure.

5.4. Under both components, the Project shall ensure equal access conditions to women and men, reinforce women's and youngsters' capacities to play leadership roles in economic and social activities, and prioritise their access to technical assistance, training and capacity building.

## **II. Implementation Arrangements**

### 1. *The Lead Project Agency.*

1.1. The Project shall be implemented under the overall responsibility of SEDIR, in its capacity as Lead Project Agency, through CAR.

1.2. CAR will receive support from a management agency to be contracted following a transparent and competitive process, pursuant to national (Federal and State) legislation to the extent consistent with IFAD's Project Procurement Guidelines, to administer staffing, service and other types of contracts required for Project implementation.

### 2. *The Project Management Unit (PMU).*

2.1. The Project will be executed by a PMU consisting of: (i) a coordination office based in Salvador, (ii) a regional management office located in the municipality of Juazeiro, (iii) and four local offices responsible for field activities in the municipalities of Juazeiro, Senhor de Bonfim, Jacobina and Capim Grosso.

2.2.1. *Coordination office:* Under the supervision of CAR's Executive Director, the PMU's coordination office will be in charge of leading Project execution, drafting the annual work plans and budget (AWPBs), guiding the work of the regional and local offices, ensuring that activities included in the Project and in the AWPBs are carried out and objectives met, coordinating activities with State agencies and other partners, preparing activity reports, submitting progress reports to the Borrower and maintaining operational relations with IFAD, while SEDIR and CAR will be responsible for institutional relations with IFAD.

2.2.2. *Regional management office:* The regional management office will be responsible for coordinating and overseeing the work of local offices, other institutions and technicians working on Project implementation; monitoring of Project field work; ensuring coordination with other local stakeholders engaged in activities that complement those of the Project; and representing the Project in local forums for dialogue and participation, such as Territorial Development Collegiates.

2.2.3. *Local offices:* Four (4) local offices will also be set up, whose main function will be to provide Project beneficiaries with continuous technical assistance and training.

Moreover, each local office will coordinate the activities to be executed by other institutions in its geographical area of coverage.

2.3. *Functions of the PMU.* The PMU, mainly through the coordination office, shall be responsible for financial administration and execution, general and administrative coordination, budgetary, financial and accounting management, as well as Project reporting.

2.4. *Selection of personnel.* All personnel in the Project coordination, regional management and local offices will be selected following a transparent and competitive process by the management agency referred to in paragraph 1.2 of Section II of Schedule 1 hereto on the basis of their professional qualifications, experience and profile, which must be suited to the needs of the Project.

3. *Project Steering Committee.* The CAR Administrative Board presided over by the head of the SEDIR whose composition comprises representatives of SEDIR and other State Secretariats and institutions (including Secretariat of Planning), will serve as the Project's Steering Committee. Its functions will be to provide strategic orientation for Project implementation; approve the AWPBs and annual reports; periodically monitor activities; review audits; and sponsor coordination with other State activities, programmes and projects.

4. *Territorial Development Collegiates.* The PMU will participate in the Territorial Development Collegiates of the territories included in the Project area. Depending on the degree of participation required and the agenda of these collegiates, the PMU may be represented by members of the local offices, the regional management or Project coordination office. The purpose of PMU participation in these collegiates will be to report on progress in Project execution, obtain feedback on its operations, receive input for the preparation of the AWPBs, report back to the local level, and connect the Project with the activities of government entities, social and producers' organizations, civil society groups and private-sector institutions.

5. *Project Implementation Manual.* The Project will be executed, *inter alia*, as provided for in the Project Implementation Manual to be prepared by CAR and submitted to the Fund for its no objection, which shall detail, among other things: (i) eligibility criteria for communities, economic organisations and beneficiaries; (ii) mechanisms for selecting communities and economic organisations; (iii) guidelines for the design of development plans and working and business plans; (iv) procedures regarding the formulation, assessment and approval of development plans and working and businesses plans; (v) rules for accessing financial support for productive investment; (vi) monitoring and accounting of funds transferred to organisations for productive investments; and (vii) guidance for the implementation of each component.

6. *Subsidiary Agreement.* The Lead Project Agency shall enter into a subsidiary agreement with CAR for the implementation of the activities under the Project assigned thereto ("Subsidiary Agreement"). The Subsidiary Agreement shall clearly specify the scope of the work to be undertaken, expected targets, the estimated budget for specific activities and shall: (i) be submitted to the Fund for its prior approval; and (ii) specify that the CAR shall maintain a register of assets (e.g. goods and equipment) acquired with the proceeds of the Financing and that at completion of the Project implementation, such assets will be transferred to CAR. The Subsidiary Agreement may not be modified without the prior consent of the Fund.

## Schedule 2

### *Allocation Table*

1. *Allocation of Loan Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts of the Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category of expenses	Amount of the Loan (in SDR)	% of eligible expenses to be financed by IFAD
I. Human and social capital development – technical assistance and training for beneficiaries	13 880 000	47,4%
II. Productive development, access to markets and environmental sustainability – credit in grants for productive investment including civil works, equipment and other goods	9 210 000	47,4% net of beneficiaries' contributions
III. Project management, office equipment and operating costs	3 145 000	47,4%
IV. Monitoring and evaluation	975 000	47,4%
Unallocated	2 050 000	
<b>TOTAL</b>	<b>29 260 000</b>	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

*Category 1: Human and social capital development.* Eligible Expenditures under Component 1 including technical assistance and training for beneficiaries, social mobilisation, training for technical assistance providers and equipment, vehicles and operating costs necessary to provide technical assistance through local offices.

*Category 2: Productive development, access to markets and environmental sustainability.* Eligible Expenditures under Component 2, including productive investments.

*Category 3: Project management.* Eligible Expenditures for the operation of the PMU including equipment and operating costs corresponding to the coordination office in Salvador and the regional management office.

*Category 4: Monitoring and evaluation.* Eligible Expenditures for the establishment and operation of the Project monitoring and evaluation system including consultants, equipment and miscellaneous services costs.

**Negotiated guarantee agreement: "Rural sustainable development project in the Semi-arid Region of Bahia – Pro-Semi-arid Project (*Projeto de Desenvolvimento Rural Sustentável na Região Semiárida da Bahia – Pró-Semiárido*)"**

(Negotiations concluded on 21 November 2013)

Loan Number: \_\_\_\_\_

Project Title: Rural sustainable development in the semiarid Region of Bahia – Pro-semiarid Project (the "Project") (*Projeto de Desenvolvimento Rural Sustentável na Região Semiárida da Bahia - Pró-Semiárido*)

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

The Federative Republic of Brazil (the "Guarantor")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

**Section A**

1. The following documents collectively constitute an integral part of this Agreement: this document, the Project Financing Agreement (the "Financing Agreement") of even date herewith between the Fund and The State of Bahia of the Federative Republic of Brazil (the "Borrower"), and the Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as amended (the "General Conditions"). For the purposes of this Agreement, the terms defined in the General Conditions and the Financing Agreement have the respective meanings set forth therein.

2. By the Financing Agreement, the Fund has agreed to extend to the Borrower a Financing which consists of a loan of twenty-nine million two hundred and sixty thousand Special Drawing Rights (SDR 29 260 000), on the terms and conditions set forth in the Financing Agreement.

3. The Guarantor, in consideration of the Fund's entering into the Financing Agreement with the Borrower, has agreed to guarantee such payment obligations of the Borrower, and agrees to remain fully bound until full payment of such obligations. In cases of amendments to the Financing Agreement, the Borrower must obtain the prior approval of the Guarantor to any modification or amendment to the Financing Agreement.

4. The Guarantor hereby unconditionally guarantees, as primary obligor and not as surety merely, the due and punctual payment of the principal of, and the payment of interest and other charges on, the Financing due under the Financing Agreement.

**Section B**

5. In the event of default by the Borrower, the Fund shall not be required to exhaust its remedies against the Borrower prior to enforcing its rights against the Guarantor.

**Section C**

6. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

President  
International Fund for  
Agricultural Development  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome, Italy

For the Guarantor:

The Minister of Finance  
Procuradoria-Geral da Fazenda Nacional  
Esplanada dos Ministérios Bloco P,  
8 andar  
70048-900, Brasilia, DF,  
Brazil

This agreement, dated \_\_\_\_\_, has been prepared in the (English) language in six (6) original copies, three (3) for the Fund, two (2) for the Borrower and one (1) for the Guarantor.

FEDERATIVE REPUBLIC OF BRAZIL

\_\_\_\_\_  
*Authorized Representative*

INTERNATIONAL FUND FOR  
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

\_\_\_\_\_  
Kanayo F. Nwanze  
President

# Logical framework

Hierarchy of Results	Indicators	Means of Verification	Assumptions/Risks
<p><b>GOAL</b> Contribute to rural poverty reduction in 30 municipalities in the semi-arid region of north-central Bahia</p>	<p><b>In the project area and at project conclusion:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 30% reduction in rural poverty in the project area and 70% reduction among beneficiaries of productive investments (MDG)</li> <li>• 35% increase in the assets of families attended by the Project with technical assistance and productive investments (<b>RIMS level 3</b>)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• IBGE statistics</li> <li>• Baseline</li> <li>• RIMS reports</li> <li>• Final evaluation</li> <li>• M&amp;E system reports</li> <li>• Interviews with project beneficiaries</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Policies that promote rural poverty reduction are followed</li> </ul>
<p><b>DEVELOPMENT OBJECTIVE</b> Contribute to rural poverty reduction by generating income, increasing production and creating job opportunities in agricultural and non-agricultural activities, and by developing human and social capital, with a special focus on women and youth</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 70,000 families directly benefit from the Project (<b>RIMS 1.8.1, 1.8.2</b>)</li> <li>• At least a 50% increase in volume of production of family farms benefiting from productive investment (<b>RIMS 2.2.2</b>)</li> <li>• 80% of families receiving technical assistance and productive investments raise their average income by at least 30% (<b>baseline</b>)</li> <li>• At least 50% of beneficiaries are women and youth</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Policies that promote rural poverty reduction are followed</li> </ul>
<p><b>Component 1–Human and Social Capital Development</b></p>			
<p><b>RESULT 1</b> Family farmers—especially youth and women—and their community and economic organizations have strengthened their capacities to develop productive activities and rural businesses, enhance their access to markets and to public programmes</p>	<p><b>In the project area and at project conclusion:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 264 community and economic organizations strengthened with appropriate organizational structure, governance, legally established and with accounting and management systems (<b>RIMS 1.6.4, 1.6.5</b>);</li> <li>• 80% of community and economic organizations strengthened by the Project are sustainable (<b>RIMS 2.6.3</b>)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Baseline</li> <li>• Final evaluation</li> <li>• RIMS reports</li> <li>• M&amp;E system reports</li> <li>• Information and by-laws of the organizations and associations</li> <li>• Interviews with beneficiaries</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Availability of technical assistance teams to guarantee quality services</li> <li>• Technical assistance responds to market and project needs</li> <li>• Government programmes for rural poverty reduction are followed</li> <li>• Interest and participation of communities and economic organizations</li> </ul>
<p><b>Output 1.1</b> Project beneficiaries and their organizations receive continuous specialized technical assistance and training.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 38,000 families receive technical assistance (continuous and/or specialized)</li> <li>• 105 technicians receive training to improve the quality of technical assistance services, of whom at least 40% are women</li> </ul>		
<p><b>Output 1.2</b> Beneficiary organizations strengthened in terms of production, management, and access to markets</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 264 development plans prepared and submitted for consideration and financing by the Project and other sources, from which 210 working plans (community organizations) and 54 business plans (economic organizations), (<b>RIMS 1.4.4; 1.4.5</b>)</li> </ul>		

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 720 community leaders trained, at least 50% women and/or young people</li> <li>• 120 women groups supported and consolidated as productive organizations</li> <li>• Women's participation increased in at least 50% of strengthened organizations</li> <li>• At least 60% of families benefiting from productive investments gain access to public programmes such as Pronaf (financing), Harvest Insurance (<i>SeguroSafra</i>) and/or institutional markets/public purchases (PNAE, PAA, PAA Milk Programme, etc.) <b>(RIMS 2.3.2)</b></li> </ul>		
<p><b>Output 1.3</b> Project beneficiaries improve their access to markets, including institutional markets/public purchases (PAA, PNAE, etc.), and to public programmes that support family farming (Pronaf, etc.)</p>			
<b>Component 2–Productive Development, Access to Markets, and Environmental Sustainability</b>			
<p><b>RESULT 2</b> Family farmers—especially women and youth—have developed sustainable and profitable productive investments, are inserted in value chains and access markets in better conditions</p>	<p><b>In the project area and at project conclusion:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 35,803 families benefiting from productive investments financed by the Project and at least 80% of those investments are operational at project conclusion <b>(RIMS 1.6.8)</b></li> <li>• At least 50% of the economic activities/rural enterprises supported with associative investments headed by women and/or youth</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Baseline</li> <li>• Final assessment</li> <li>• RIMS reports</li> <li>• M&amp;E system reports</li> <li>• Information and by-laws of the organizations and associations</li> <li>• Interviews with beneficiaries</li> <li>• Beneficiaries' production and sales records</li> <li>• Qualitative studies on topics such as the use of new production technologies and sustainable resource management</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Service providers deliver quality goods and services</li> <li>• Government programmes for rural poverty reduction are followed</li> <li>• Suitable measures are adopted to cope with droughts and/or whether phenomena</li> </ul>
<p><b>Output 2.1</b> Family farmers access productive investments to increase their production and productivity, add value and access markets</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 50% of products generated by the productive investments undergo a value-adding stage</li> <li>• At least a 50% increase in sales of beneficiaries' products as a result of productive investments and support for accessing markets</li> <li>• 70% of investments implement agro-ecological practices, soil conservation or sustainable management of the Caatinga biome</li> <li>• 100% of processing units comply with state environmental regulations;</li> <li>• At least 20% of activities financed in Component 2 are innovative.</li> </ul>		
<p><b>Output 2.2</b> Project beneficiaries adopt innovative practices and technologies, and employ ecological and sustainable productive practices</p>			